

POLITIQUE ECONOMIQUE ET DEVELOPPEMENT

**ANALYSE RETROSPECTIVE DE L'EQUITE SOCIALE
ET ESQUISSE D'IMAGES A LONG TERME
DE LA SOCIETE IVOIRIENNE**

Yaya KEHO

PED N° 09/2008



Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES

Année de publication : Juillet 2009

Résumé

Cette étude fait une analyse rétrospective de l'équité sociale en Côte d'Ivoire et utilise la méthode des scénarios pour explorer un certain nombre de futurs possibles de la dynamique sociopolitique de la Côte sur les vingt prochaines années. L'analyse rétrospective indique que malgré les efforts et les politiques entrepris pour améliorer les conditions de vie des populations, la situation sociale demeure préoccupante et caractérisée par de fortes disparités sociales et régionales. La croissance démographique et la faible croissance économique sont parmi les facteurs qui freinent le développement social du pays. Outre ces deux facteurs, la crise sociopolitique a fait naître deux incertitudes critiques pour l'avenir du pays : l'évolution du processus électoral et démocratique d'une part, et la gestion de l'immigration étrangère d'autre part. A partir de cette analyse, l'étude propose quatre futurs possibles alternatifs du contexte sociopolitique à l'horizon 2030 dans le but de pousser la réflexion dans différentes directions. Ces futuribles sont transformés en des scénarios plausibles en définissant des cheminements qui comprennent les événements et les acteurs à l'origine.

1. INTRODUCTION

La crise économique et financière qui a touché les pays africains dès le milieu des années 80 a provoqué un raccourcissement des horizons temporels au sein desquels les prévisions restent possibles. La priorité accordée au rétablissement des équilibres financiers à court terme puis à l'ajustement structurel à moyen terme a conduit très vite à négliger les problèmes du long et du très long terme. En particulier, la dimension sociale du développement a été reléguée à un second plan au profit de la croissance économique et des équilibres macroéconomiques. Mais depuis une vingtaine d'années, le concept de développement durable apparaît dans les discours sur le développement pour revendiquer la place du social dans ce processus. L'équité sociale, entendue comme l'égalité des chances dont chacun doit disposer pour couvrir ses besoins, notamment par l'accès aux services sociaux de base (santé, éducation, logement, transport, etc.), est devenue une question émergente au niveau planétaire au point de se présenter comme un impératif pour tous les pays qui aspirent au développement. L'objectif majeur que poursuit le développement durable est de faire prendre conscience aux décideurs que la seule promotion quantitative de la croissance ne suffit pas pour déclencher le développement économique et social. Il est nécessaire de prendre en compte, de façon explicite, la dimension sociale du développement en adoptant des mesures spécifiques afin que le développement soit à la fois équitable, viable et vivable. Les nombreux sommets mondiaux de ces dernières années consacrés aux questions sociales et l'adoption en 2000 des Objectifs du Millénaire pour le Développement témoignent du caractère prioritaire du développement social.

Or depuis l'avènement du multipartisme en 1990, un certain nombre d'événements nouveaux ont reconfiguré le paysage sociopolitique de la Côte d'Ivoire. L'exercice de la démocratie a rendu inévitable la mobilisation de groupes politiques et la revendication de conditions de vie meilleures aux citoyens. La dévaluation de 1994, quoiqu'elle ait permis à l'Etat de rétablir certains équilibres macroéconomiques, a eu des conséquences sur les conditions de vie des ménages. Enfin, depuis décembre 1999, la Côte d'Ivoire traverse une situation d'instabilité sociopolitique dont le point culminant a été la crise armée de septembre 2002. Cette crise a engendré de multiples conséquences aux plans social, économique et politique. Aujourd'hui, bien que les combats aient cessé, la situation sociopolitique reste fragile et porteuse d'incertitudes.

Mais l'histoire économique, sociale et politique de la Côte d'Ivoire et de nombreux pays à travers le monde montre que l'évolution d'une société n'est pas figée. Même si la crise actuelle a sapé les bases de la cohésion nationale, rien ne permet d'affirmer que la société ivoirienne est condamnée à la régression. Seulement, il importe d'engager une réflexion prospective sur les futurs possibles de la Côte d'Ivoire afin d'explorer ses trajectoires dans un environnement en profonde mutation et d'anticiper sur les réponses à apporter ainsi que le dispositif à mettre en œuvre pour éviter la dégradation sociale.

La présente étude s'inscrit dans cette perspective. Elle cherche à faire une analyse rétrospective des indicateurs sociaux et des inégalités sociales, et d'explorer les conséquences et les futurs possibles à long terme de la situation de la dynamique sociale en Côte d'Ivoire. Certes trois études prospectives ont été réalisées en Côte d'Ivoire. Ces études ont exploré la société ivoirienne dans toutes ses composantes, à savoir l'économie, la société, la population et l'environnement. La dernière étude, « Côte d'Ivoire 2025 », réalisée en 1993 semble avoir été la plus complète et la plus rigoureuse du point de vue scientifique. Cependant, cette étude a fait peu de place aux événements sociaux récemment intervenus dans le pays. Les scénarios proposés, bien que fort contrastés, se fondent tous sur deux incertitudes majeures portant sur l'évolution de la

conjoncture internationale et la gouvernance d'une part, et l'évolution du processus démocratique d'autre part. Des facteurs démographiques et choix politiques tout aussi pertinents, tels que la croissance de la population et la politique d'immigration, n'ont pas été pris en compte dans la construction des scénarios.

La suite de l'étude est organisée de la façon suivante. La section 2 décrit la méthodologie de l'étude. La section 3 fait une analyse statistique rétrospective de la dynamique de la pauvreté et des inégalités sociales. La section 4 est consacrée à l'élaboration de quatre scénarios exploratoires de la société ivoirienne sur les vingt prochaines années. La section 5 revient en conclusion sur les résultats de l'étude et en tire les implications en termes de politiques économiques et sociales.

2. METHODOLOGIE DE L'ETUDE

Si prévoir de quoi sera fait l'avenir est un exercice difficile et incertain, l'exercice devient beaucoup plus hasardeux sans une bonne connaissance de la situation passée et présente. C'est pourquoi la présente étude suivra une méthodologie en deux étapes. En premier lieu, il s'agira de faire un état de la situation de l'équité sociale en Côte d'Ivoire. Cette étape procédera à une analyse des indicateurs sociaux dans le temps et dans l'espace afin de mieux appréhender l'ampleur des inégalités entre groupes sociaux et entre territoires, départements ou régions. Outre une approche descriptive de la situation, nous utiliserons des tests de cointégration et de causalité pour appréhender les relations de long terme entre certaines variables importantes pour l'évolution de la dynamique sociale. La deuxième étape de la méthodologie portera sur l'élaboration de scénarios prospectifs de la société ivoirienne à l'horizon 2030. Cette étape prendra appui sur le diagnostic précédent de la dynamique sociale et sur les analyses des études relatives au bilan diagnostic des trois études nationales prospectives réalisées en Côte d'Ivoire, de sorte que puissent être mises en évidence les tendances lourdes, les germes de changement et surtout les incertitudes majeures. Parmi les différentes méthodes de prospective, nous utilisons la méthode des scénarios. Cette méthode procède d'abord à l'identification des variables clés porteuses d'avenir ou d'incertitude. L'étude utilisera à cet effet l'analyse structurelle enrichie par la méthode MICMAC. Cette phase utilisera les fruits des échanges de vue durant les diverses consultations réalisées par la CAPEC pour le compte du Bureau National de la Prospective, plus précisément les séminaires de restitution des résultats des bilans diagnostics des études nationales prospectives et de l'étude relative aux conditions du développement durable de la Côte d'Ivoire. Ces facteurs seront ensuite déclinés en corps d'hypothèses puis combinés pour produire des scénarios alternatifs. Enfin, l'étude décrit les cheminements pouvant conduire de la situation actuelle à chacun des scénarios identifiés.

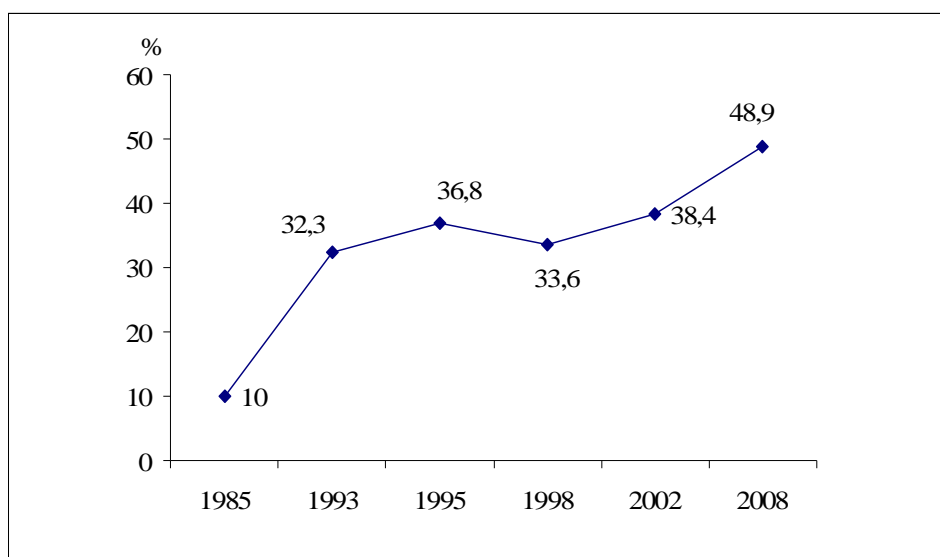
3. RETROSPECTIVE DES INDICATEURS SOCIAUX EN COTE D'IVOIRE

La crise économique qu'ont traversé de nombreux pays en développement au début des années 1980 et l'échec des programmes successifs d'ajustement structurel ainsi que l'aggravation de la pauvreté ont amené à la remise en cause du « consensus de Washington » et contraint les Institutions de développement à une réorientation de leurs interventions dans ces pays. Dans ce renouvellement, la lutte contre la pauvreté occupe une place centrale. C'est ainsi que, depuis la moitié des années 80, une série d'enquêtes auprès des ménages, des études, des documents de stratégies et des rapports sur le développement dans le monde ont été consacrés à cette thématique afin de dresser un diagnostic complet de la pauvreté dans de nombreux pays africains. Cette section analyse quelques données sociales permettant de dresser un tableau social et de cerner l'ampleur des actions à mener pour réduire les disparités sociales.

3.1 PAUVRETE MONETAIRE ET INEGALITES DES REVENUS

Après deux décennies (1960-1980) de forte croissance économique (en moyenne 6% par an), la Côte d'Ivoire entre dans une période de crise économique et financière. Depuis 1980 la croissance économique ne parvient pas à dépasser durablement le taux de croissance de la population qui est de 3,3%. Il en résulte alors une baisse du niveau de vie des populations. Les données issues des différentes enquêtes sur le niveau de vie des ménages indiquent une forte progression de la pauvreté de 1985 à 2008 (Graphique 1). En effet, alors que la pauvreté frappait 10% de la population en 1985, elle touche 32,3% de la population en 1993. Malgré la reprise économique qui a eu lieu après la dévaluation de 1994, les conditions de vie des populations ne se sont pas améliorées. L'incidence de la pauvreté atteint 36,8% en 1995, 33,6% en 1998 puis 38,4% en 2002. La crise sociopolitique que traverse actuellement le pays a plongé des milliers de personnes supplémentaires en dessous du seuil de pauvreté, portant ainsi le taux de pauvreté à 48,9% en 2008.

Graphique 1 : Evolution du taux de pauvreté de 1985 à 2008



Source : INS 2008

Le profil géographique de la pauvreté met en évidence de grandes disparités entre milieux et régions. La pauvreté est plus élevée en milieu rural où l'incidence de la pauvreté est passée de 15,8% en 1985 à 49% en 2002 pour culminer à 62,5% en 2008 (Tableau 1). Cela signifie qu'en 2008, 3 personnes sur 5 vivant en milieu rural sont pauvres. Toutefois, le phénomène semble s'être rapidement développé dans les localités urbaines et plus particulièrement à Abidjan où le taux de pauvreté est passé de 0,7% en 1985 à 20,2% en 1995 avant de tomber à 14,9% en 2002 pour ensuite remonter à 21% en 2008.

Tableau 1 : Profil de pauvreté selon le milieu (1985-2008)

Strate	1985	1993	1995	1998	2002	2008
Ensemble urbain	5,0	19,4	23,7	23,4	24,5	29,5
Abidjan	0,7	5,1	20,2	11,1	14,9	21,0
Autres villes	8,0	31,2	28,6	33,8	31,9	38,1
Ensemble rural	15,8	42,0	46,1	41,8	49,0	62,5
Ensemble CI	10,0	32,3	36,8	33,6	38,4	48,9

Source : INS 2008

L'analyse du profil régional de la pauvreté en 2002 et 2008 montre qu'il existe encore de grandes disparités entre les régions (Tableau 2). En effet, en dehors d'Abidjan, le taux de pauvreté reste élevé dans les différentes régions du pays, variant entre 30,3% et 64,5% en 2002 et entre 44,6% et 77,3% en 2008.

Tableau 2 : Incidence de la pauvreté en 2002 et 2008 selon la région

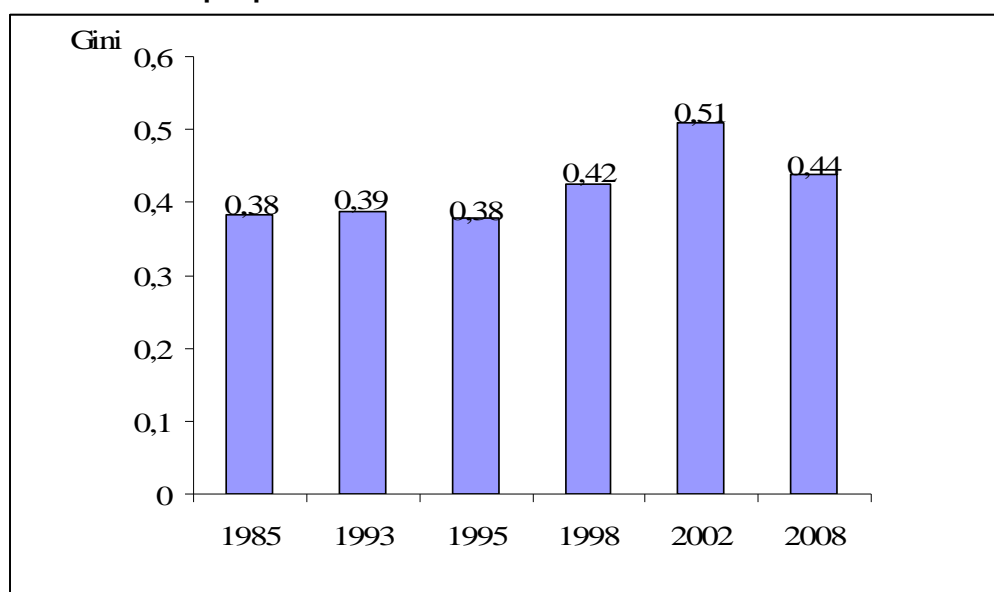
Région	2002			2008		
	Rural	Urbain	Ensemble	Rural	Urbain	Ensemble
Centre	44	35	41,4	65,7	35,6	56
Centre-Est	51,4	25,3	44,9	63,1	29,8	53,7
Centre-Nord	37,3	27,9	32,0	66,3	29,8	53,7
Centre-Ouest	51,5	45,4	50,3	70,7	40	62,9
Nord	42,4	36,6	40,3	85,1	53,5	77,3
Nord-Est	61,1	34,6	56,6	59,2	25,9	54,7
Nord-Ouest	52,5	49,2	51,9	60,4	45,8	57,9
Ouest	67,4	52,7	64,5	67,8	48,1	63,2
Sud	36	21,8	30,3	50,9	25,1	44,6
Sud-Ouest	47,5	15,1	41,3	49,6	26,6	45,5
Abidjan	-	14,9	14,9	-	21	21
Ensemble CI	49	24,5	38,4	62,5	29,5	48,9

Source : INS (2008)

Dans toutes les régions, le milieu rural est durement frappé par la pauvreté avec des taux de pauvreté variant de 50,9% à 85,1%. Les régions du Nord, l'Ouest et du Centre-Ouest sont particulièrement les plus touchées par la dégradation du niveau de vie.

L'évolution de l'indice de Gini confirme l'exacerbation des inégalités au cours du temps. Il est passé de 0,378 en 1995 à 0,424 en 1998 et 0,50 en 2002, soit une progression de 32,27% en moins de dix ans (Graphique 2). Cette tendance met clairement en évidence l'accentuation des inégalités des revenus en Côte d'Ivoire : les riches s'enrichissent beaucoup plus que les pauvres. L'indice de Gini indique une baisse des inégalités entre 2002 et 2008. Cette baisse reflète la dégradation du niveau de vie général de la population entre ces deux périodes.

Graphique 2: Evolution de l'indice de Gini de 1988 à 2008



Source : INS (2003, 2008)

3.2 INEGALITES D'ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE

L'approche quantitative de la pauvreté et des inégalités sociales n'est pas suffisante pour décrire la situation réelle des conditions de vie des populations, les aspects qualitatifs doivent être pris en compte dans l'évaluation du bien-être des populations. Il s'agit notamment de l'accès à l'eau, à l'électricité, à la santé et à l'éducation. La satisfaction de ces besoins fondamentaux fait partie intégrante des impératifs du développement humain durable et des objectifs du millénaire pour le développement. Par ailleurs, les théories économiques de la croissance endogène (Barro, 1990 ; Lucas, 1988) ont montré que la santé et l'éducation contribuent à la croissance économique notamment à travers leur impact sur la productivité de la main d'œuvre.

3.2.1 Accès à l'eau et à l'électricité

Les niveaux d'accès à l'eau potable et à l'électricité restent assez bas en moyenne nationale cachant de fortes disparités régionales (Tableau 3). En effet, environ 60 % des ménages n'ont pas accès à l'eau de robinet et un ménage sur deux n'est pas raccordé au réseau électrique. En milieu rural, ce sont environ 87,6% des ménages qui ne bénéficient pas de l'eau de robinet, les puits et pompes étant les modes d'approvisionnement en eau les plus utilisés. Pour l'ensemble du milieu urbain, la proportion de ménages n'ayant pas accès à l'eau de robinet est de 26%, soit environ un ménage sur quatre. Par ailleurs une amélioration en matière d'accès à l'électricité est observée en 1998. La proportion des ménages urbains sans connexion à l'électricité a baissé de 29,2% en 1985 à 18,6% en 1998. La proportion de la population n'ayant pas accès à l'électricité reste encore très élevée en milieu rural (77,3%) et plus particulièrement dans la région de la Savane où elle atteint 82,2%.

Tableau 3 : Accès à l'eau et à l'électricité selon la région géographique

Ensemble	Forêt- Est	Forêt-Ouest	Savane	Milieu rural	Abidjan	Autres villes	Urbain	Ensemble	
	1998	1998	1998	1998	1998	1998	1998	1998	2002
Accès à l'eau potable									
Robinet privé	0,4	9,6	8,5	6,3	39,2	30,4	34,5	19,3	19,69
Robinet commun	2,4	10,3	4,9	6,1	57,7	23,6	39,5	21,5	20,32
Pompe/Puits	97,2	80,1	86,6	87,6	3,1	46	26	59,2	59,99
Accès à l'électricité									
Compteur individuel	9,1	19,4	10,6	13,4	48,9	46,2	47,5	29,1	28,24
Compteur collectif	13,8	6,9	7,3	9,3	39,6	29	33,9	20,6	23,37
Pas de raccordement	77,1	73,7	82,1	77,3	11,5	24,8	18,6	50,3	48,39

Sources : Enquêtes ENV 1998 et 2002.

Les performances en matière d'accès à l'eau, bien que non satisfaisantes, sont le résultat d'efforts permanents du gouvernement ivoirien soucieux des dangers liés à l'eau non potable. Ces efforts doivent être poursuivis afin d'accroître l'accessibilité à l'eau potable et à l'électricité dans toutes les régions du pays.

3.2.2 Couverture sanitaire et accessibilité aux services de santé

Après la longue période de crise des années 80, les dépenses publiques de santé par tête ont connu une forte régression. Cette diminution de l'intervention publique intervenait dans le contexte des programmes d'ajustement structurels dont l'objectif principal était de réduire

considérablement les dépenses publiques. On note une reprise des investissements sociaux sur la période 2003-2005 (Tableau 4).

Tableau 4 : Evolution des dépenses de santé et des indicateurs sociaux

Variable	1980-89	1990-93	1994-99	2000-2002	2003-2005
Dépenses de santé (en mds F CFA)	61,91	84,01	74,03	56,80	61,92
Dépenses de santé par tête (en F CFA)	6 093	6 320	4 832	3 339	3 466
Espérance de vie (en année)	50,56	49,73	47,93	47,04	46,4
Taux de mortalité infantile (pour 1000)	105,90	94,95	89,20	106,67	117,33
Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1000)	164,35	158	160,67	179,67	193,33

Sources : World Development Indicators (2007), Rapport Mondial sur le Développement Humain du PNUD (1999 à 2006) et Ministère de l'Economie et des Finances de Côte d'Ivoire.

Malgré les efforts réalisés en faveur de la santé, certains indicateurs sociaux font apparaître encore des tendances défavorables. L'espérance de vie à la naissance ne cesse de se dégrader, passant de 50,56 ans en moyenne sur la période 1980-1989 à moins de 48 ans les années suivantes. Les taux de mortalité infantile connaissent également une tendance globale à la hausse depuis 1994. Par ailleurs, d'énormes disparités existent au niveau de la répartition des établissements sanitaires suivant les régions. Ces inégalités se traduisent par de fortes différences au niveau des taux d'utilisation des structures sanitaires¹. Si, globalement, le taux d'utilisation des structures sanitaires baisse de 1997 à 2000, cette tendance n'est cependant pas uniforme selon les régions (Tableau 5). La région du Moyen Comoé présente le taux d'utilisation le plus élevé : 36,4% en 1999 et 31,1% en 2000. Les plus faibles taux se retrouvent dans la région du Bas-Sassandra : 10,8% en 1999 et 12,7% en 2000.

Tableau 5: Taux d'utilisation globale des établissements sanitaires

Région	Périodes			
	1997	1998	1999	2000
Moyen Comoé	25,2	23,3	36,8	31,1
Lagunes+Sud Comoé	19,3	30,5	20,8	24,1
Agneby+ Sud Bandama	19,3	27,9	24,5	25,6
Zanzan	23,2	18,6	23,8	19,9
Vallée du Bandama	19,0	20,5	16,8	17,4
Marahoué+ Haut Sassandra	22,0	18,1	19,7	19,6
Savanes	28,5	28,1	24,4	22,5
Moyen Cavally+Montagnes	20,2	21,1	19,5	17,4
Denguélé+Worodougou	20,2	20,1	20,2	16,1
Bas Sassandra	12,5	16,5	10,8	12,7
Lacs+N'zi Comoé	30,7	21,7	24,3	27,0
Ensemble Côte d'Ivoire	26,3	22,5	20,6	21,1

Source : Rapport annuel sur la situation sanitaire (1999-2000)

Il résulte de cette situation sanitaire très inégale une prévalence des maladies endémiques, accentuée dans certaines régions du pays. Par exemple, les régions les plus touchées par le paludisme en 2000 sont la région de l'Agneby et du Sud Bandama (134,1 pour mille) et la région du Moyen-Comoé (131,5 pour mille). La région du Bas-Sassandra enregistre l'incidence la plus

¹ Le taux d'utilisation des structures sanitaires est la proportion de la population totale qui a fréquenté un centre de santé au moins une fois dans l'année. A ne pas confondre avec le taux de fréquentation des centres de santé qui correspond au nombre de consultations rapporté à la population totale (voir TBS, 2001, Tome II, p.13).

faible (38,9 pour mille). Il faut noter que le paludisme représente 10% des causes de mortalité. Les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes sont les plus touchés (TBS, 2001). La crise sociopolitique a eu des conséquences importantes sur l'investissement public et l'accès à la santé. Non seulement elle est venue freiner le processus de reprise progressive d'un système sanitaire opérationnel, elle a aussi engendré une charge additionnelle de morbidité et mortalité. Elle a contribué en effet aux déplacements massifs de population et à un accroissement des besoins au niveau des zones d'accueil avec pour corollaire une dégradation de l'état de santé des populations dans un contexte marqué par la pauvreté.

3.2.3 Accès à l'éducation

L'éducation et la formation sont considérées comme des facteurs décisifs du développement économique et social. Sur le plan économique, elles fournissent aux Etats, des cadres supérieurs, des cadres moyens et les techniciens requis pour le développement national. Elle prépare les jeunes à participer activement à la construction de la nation en développant en eux des compétences, des savoirs et en leur inculquant des comportements civiques pour la promotion d'une vraie démocratie.

Sur le plan social, l'éducation permet d'affirmer l'identité culturelle, de promouvoir l'intégration nationale, de favoriser l'épanouissement personnel de l'individu et de le préparer aux exigences de la vie active (Ekanza, 2007). Cette conception de l'éducation n'a pas échappé à l'Etat qui, dès les premières années de l'indépendance, a mis l'accent sur la promotion des hommes par l'éducation et la formation. Partie d'un taux de scolarisation de 10 % en 1960, la Côte d'Ivoire a consacré d'énormes moyens et mis en œuvre de nombreux programmes² pour développer son système d'éducation nationale et porté le taux de scolarisation au primaire à plus de 70% depuis 2000 (Banque Mondiale, 2007).

On observe des disparités importantes au niveau régional et liées au genre. Le tableau 6 retrace l'évolution des disparités régionales de 1999 à 2001. L'analyse de ce tableau appelle plusieurs observations. Premièrement, elle montre clairement que le Sud-Ouest et le Nord restent toujours les régions les moins scolarisées de la Côte d'Ivoire. Si le grand Nord connaît une amélioration des taux de scolarisation, ce n'est pas le cas au niveau du Sud-Ouest (San-Pedro) où la situation s'est au contraire détériorée tant au niveau des filles que des garçons. Dans ce département, le taux de scolarisation est passé de 47,4% en 1999/2000 à 41,6% en 2000/2001. Celui des filles est passé de 38,7% à 34,9% et celui des garçons de 55,6% à 47%.

Deuxièmement, les régions fortement scolarisées, c'est-à-dire dont les taux de scolarisation dépassent la moyenne nationale, sont celles de Yamoussoukro, Daloa, Dimbokro, Abidjan et Abengourou. Si dans les trois premières régions, le taux de scolarisation connaît une progression, on note en revanche une régression générale à Abidjan et à Abengourou.

² On peut citer le Plan National de Développement de l'Education et de la Formation (PNDEF), le Programme de Valorisation des Ressources Humaines (PVRH), le Programme d'Appui à la Gestion des Ressources Humaines (PAGRH) et le Plan National Education pour Tous (PAN/EPT).

Tableau 6 : Taux brut de scolarisation par région et par sexe

Régions	Taux brut de scolarisation						
	1999 /2000			2000/2001			
	MF (%)	F (%)	M (%)	MF (%)	F (%)	M (%)	
	Yamoussoukro	89,3	82	95,8	89,9	83,7	95,4
Régions fortement scolarisées ^a	Daloa	86,4	62	115,4	89,3	64,2	119,3
	Dimbokro	84,9	78,5	90,3	90,6	85,3	95,1
	Abidjan	79,5	71,7	87,4	73,4	66,5	80,6
	Abengourou	76,3	68,4	83,8	74	67,3	80,3
Régions moyennement scolarisées ^b	Bouaké	73,1	66	79,7	68,1	61,5	74,1
	Man	68,1	57,1	77,8	75,1	64,2	84,7
	Bondoukou	62,7	58	66,6	64,9	60,8	68,5
Régions faiblement scolarisées ^c	Korhogo	52	44,3	59,1	56,6	49,1	63,4
	Odienné	47,7	35	59,3	51	39,2	61,4
	San-Pédro	47,4	38,7	55,6	41,6	34,9	47,9
Ensemble Côte d'Ivoire		73,2	65,1	80,7	74,2	67,2	80,6

a/ Régions dont le taux brut de scolarisation est supérieur à la moyenne nationale.

b/ Régions dont le taux brut de scolarisation est supérieur à 60%.

c/ Régions dont le taux brut de scolarisation est inférieur à 60%.

Source : TBS 2001

Troisièmement, un groupe de régions intermédiaires se situe entre les deux groupes précédemment décrits et apparaît comme des régions moyennement scolarisées, c'est-à-dire avec des taux de scolarisation compris entre 60% et la moyenne nationale. Seule la région de Bouaké a connu une détérioration du taux de scolarisation sur les deux périodes : de 73,1% en 1999/2000, le taux est tombé à 68,1% en 2000/2001. La baisse de la scolarisation constatée à Abidjan, Abengourou, Bouaké et San-Pedro pourrait s'expliquer par les phénomènes migratoires des populations du fait de l'intensification la crise sociopolitique sur la période 1999-2001. Quatrièmement, le constat général qui se dégage du tableau est le faible taux de scolarisation des filles par rapport à celui des garçons, quelle que soit la région considérée.

Selon les résultats provisoires de l'enquête sur le niveau de vie des ménages réalisée en 2008, 55,89% de la population ivoirienne reste encore sans instruction. Cette proportion est plus élevée dans le Nord (81,73%) et le Nord-ouest (83,82%). Le niveau d'instruction en milieu urbain (57,92%) contraste fortement avec celui en milieu rural (34,54%). Par rapport au genre, les femmes sont les moins instruites : 73,06% des femmes en milieu rural et 47,78% en milieu urbain. Chez les hommes, les proportions sont respectivement de 58,33% en milieu rural et 36,41% en milieu urbain (INS, 2008).

La situation régionale de la scolarisation en Côte d'Ivoire qui vient d'être décrite met en lumière l'ampleur des efforts à faire pour réduire les disparités régionales et entre sexes. La persistance des inégalités et l'existence d'un nombre important d'enfants et de filles en marge de l'éducation de base pose un réel défi pour le développement humain durable en Côte d'Ivoire. Elle justifie la nécessité d'adopter des stratégies opérationnelles avec l'implication de tous les acteurs de l'éducation, y compris les ONG, les communautés locales, l'Etat et la communauté internationale. Cette mobilisation générale est d'une grande importance si la Côte d'Ivoire veut vraiment réussir le pari de l'éducation pour tous afin de pallier non seulement à l'analphabétisme mais aussi pour promouvoir la démocratie, la cohésion sociale et le développement humain durable. La forte croissance démographique de 3,3% est aussi un facteur à prendre en compte dans la stratégie

globale de développement humain durable en Côte d'Ivoire. Elle réduit l'effet des efforts fournis par l'Etat pour assurer l'accès d'un plus grand nombre d'enfants à l'éducation. Du reste, il ne s'agit pas de favoriser la scolarisation ou la formation de la population, il faut aussi se soucier d'une formation en adéquation avec les besoins de la société et de l'économie, car le chômage des diplômés peut être une source de démotivation scolaire.

3.3 L'INEGALE REPARTITION DE L'INFRASTRUCTURE ROUTIERE

S'il est vrai que la Côte d'Ivoire a su tirer profit de l'embellie des cours des matières premières en se dotant d'un réseau d'infrastructures routières relativement développé, la répartition géographique de ce réseau routier sur l'ensemble du territoire national est très inégalitaire (Tableau 7). En 2001, le pays disposait d'un réseau routier de 81 996 km dont 6 514 km sont revêtues et une ligne ferroviaire de 1 200 km reliant Abidjan à Ouagadougou. Cependant sur la base d'une moyenne de routes revêtues égale à 342,84 km, sept régions, sur un total de 19 régions, sont les mieux desservies. Les régions des Lagunes (avec 804 km de routes revêtues, soit 12% de l'ensemble du réseau routier revêtu) et de la Vallée du Bandama (830 km), concentrent à elles seules 25% du réseau routier revêtu, principalement à cause de la capitale Abidjan et de Bouaké, seconde grande ville du pays. La région des Lagunes, incluant la métropole d'Abidjan avec un important centre industriel, un port autonome et un point de départ vers tous les villes de l'intérieur du pays et de l'hinterland, a le réseau revêtu le plus développé. Les régions de la vallée du Bandama (830 km) et du N'Zi Comoé (562 km) comportent un réseau routier important de voies revêtues car elles ont constitué durant de longues années l'ancienne boucle du cacao. Le Hautassandra (455 km) et le Bas-Sassandra (471 km) représentent la nouvelle boucle du cacao. Ainsi nous constatons que le développement du réseau routier revêtu accompagne le développement économique régional.

Tableau 7 : Répartition régionale du réseau routier ivoirien en 2001

Région administrative	Routes revêtues		Routes en terre		Total réseau		
	En Km	% région	En Km	% région	En Km	% revêtue	% national
Lagunes	804	12,34	3 483	4,61	4 287	18,75	5,23
Haut Sassandra	455	6,98	3 599	4,77	4 054	11,22	4,94
Savanes	437	6,71	9 368	12,41	9 805	4,46	11,96
Vallée du Bandama	830	12,74	7 257	9,61	8 087	10,26	9,86
Moyen Comoé	141	2,16	2 390	3,17	2 531	5,57	3,09
Montagnes	281	4,31	3 708	4,91	3 989	7,04	4,86
Lacs	336	5,16	2 405	3,19	2 741	12,26	3,34
Zanzan	315	4,84	6 078	8,05	6 393	4,93	7,80
Bas Sassandra	471	7,23	7 251	9,61	7 722	6,10	9,42
Denguélé	87	1,34	3 445	4,56	3 532	2,46	4,31
N'zi Comoé	562	8,63	4 442	5,88	5 004	11,23	6,10
Marahoué	243	3,73	2 357	3,12	2 600	9,35	3,17
Sud Comoé	366	5,62	2 478	3,28	2 844	12,87	3,47
Worodougou	87	1,34	3 449	4,57	3 536	2,46	4,31
Sud Bandama	169	2,59	2 214	2,93	2 383	7,09	2,91
Agneby	340	5,22	3 644	4,83	3 984	8,53	4,86
Fromager	274	4,21	3 119	4,13	3 393	8,08	4,14
Moyen Cavally	184	2,82	2 678	3,55	2 862	6,43	3,49
Bafing	132	2,03	2 117	2,80	2 249	5,87	2,74
Côte d'Ivoire	6 514	100	75 482	100	81 996	7,94	100,00

Source : AGEROUTE (Agence de Gestion des Routes).

3.4 DES MAUX SOCIAUX QUI MENACENT L'EQUILIBRE SOCIAL A LONG TERME

En plus des inégalités sociales et régionales décrites précédemment, nous assistons ces dernières années à l'émergence de pratiques et comportements qui gangrènent l'image de notre société et qui risquent de peser sur la dynamique sociale des années à venir. Il s'agit notamment de la corruption et la mauvaise gouvernance d'une part, et du découragement à l'effort et la tendance à la facilité d'autre part.

3.4.1 La corruption et la mauvaise gouvernance

Depuis 1990, la bonne gouvernance est devenue un concept qui intervient de plus en plus dans les discours des acteurs du développement. Pour certains bailleurs, elle est une condition pour bénéficier de l'assistance financière internationale. La bonne gouvernance se définit comme la gestion transparente, efficace et responsable des ressources de l'Etat aux fins d'un développement durable. La justice, le cadre réglementaire et une bonne administration sont des éléments de la gouvernance qui constituent des atouts indispensables à l'exercice des activités économiques et sociales. Les recommandations de la prospective « Côte d'Ivoire 2025 » ainsi que le programme présidentiel sur les 10 chantiers mettaient l'accent sur la bonne gouvernance et faisaient de la lutte contre la fraude fiscale et la corruption des préoccupations importantes auxquelles l'administration judiciaire ou fiscale devrait s'attaquer systématiquement. Cependant, l'observation des faits montre que la bonne gouvernance n'est encore bien établie dans les pratiques des ivoiriens. La mauvaise gouvernance en Côte d'Ivoire se traduit par l'inapplication des lois et règlements par l'Administration et l'appareil judiciaire. On note par exemple que de nombreux contribuables ne paient pas leurs impôts ou négocient leur passage à la douane ; les règles et procédures de marchés publics ne sont pas toujours respectées. Dans le draft intérimaire du document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), il est reproché à la justice ivoirienne d'être laxiste, lourde et partisane. En conséquence, ses décisions sont contestées par les milieux économiques et financiers nationaux et étrangers. Il est par ailleurs mentionné la corruption de l'appareil judiciaire qui se traduit par d'importants pots de vin qu'il faut verser aux principaux acteurs de la justice afin de faire exécuter une décision judiciaire³.

La fraude et la corruption qui ont gangrené l'Administration fiscale et douanière, ont un impact sur les recettes fiscales. Par exemple, en 1998 le FMI s'est déclaré « contraint de suspendre ses décaissements » au bénéfice de la Côte d'Ivoire en raison des irrégularités constatées dans la gestion des finances publiques⁴. «L'affaire des 18 milliards⁵» de l'Union Européenne est un autre exemple de la mauvaise gouvernance qui a entraîné la suspension du concours de l'Union Européenne à la Côte d'Ivoire et affecté les relations de confiance entre les bailleurs de fonds et la Côte d'Ivoire.

³ Selon une enquête réalisée par l'Institut National de la Statistique en 2006, sur un échantillon de 1687 personnes vivant à Abidjan, 66 pour cent des personnes interrogées pensent que la justice est manipulée par les pouvoirs économiques quand 42% la trouvent indépendante et 35% disent ne pas se sentir en sécurité. Rappelons que l'enquête avait pour objectif de montrer la perception des populations de la bonne gouvernance et d'en dégager les axes prioritaires, d'apprécier la qualité des administrations publiques.

⁴ Le FMI reprochait entre autres à l'Etat ivoirien d'avoir effectué d'importantes dépenses hors budget (dépenses non ordonnancées, DENO).

⁵ En effet, en juin 1999, l'Union Européenne a découvert, à la suite d'un audit effectué en avril-mai, qu'une partie des fonds d'appui à l'ajustement structurel qu'elle avait versés à la Côte d'Ivoire, notamment dans le domaine de la santé, avait été détournée. Les modes les plus fréquents de détournements ont été la surfacturation et la facturation de biens ou services non livrés.

Depuis l'arrivée au pouvoir du nouveau régime en 2000, la Côte d'Ivoire est désireuse de s'approprier le concept de la bonne gouvernance et des actions concrètes ont été posées dans ce sens. Elle a créé en 2002 un Secrétariat national à la Bonne Gouvernance dont les acquis ont amené l'Etat à créer le Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre chargé de la Bonne Gouvernance en septembre 2006. La mise en place d'un observatoire des droits de l'homme et de la Corruption est aussi une avancée considérable dans la volonté de gestion transparente de la chose publique et la recherche d'une éthique sociale. L'ouverture de nouveaux espaces de débats au parlement et dans les médias, et l'implication des différents acteurs de la société aux questions politiques ; l'amélioration de la gestion budgétaire sont des signes encourageants de changement de mode de gouvernance au niveau politique.

Toutefois, il apparaît à l'observation quotidienne que ces actions n'ont pas pu changer irréversiblement le comportement des ivoiriens : la corruption et la fraude dans l'administration publique et dans les concours d'entrée dans certaines grandes écoles publiques ainsi que le racket des forces de l'ordre continuent, et ce malgré une revalorisation sélective des salaires⁶. En outre, l'appareil judiciaire n'est pas encore totalement indépendant et cela inquiète les opérateurs économiques étrangers ainsi que les bailleurs de fonds qui estiment que le système judiciaire national ne garantit pas toujours l'application des droits de propriété. Dans l'administration financière, il est devenu « normal » d'exiger des commissions sur le paiement des services rendus à l'Etat par les entrepreneurs privés. Cette pratique constitue une menace sérieuse au développement du secteur privé.

3.4.2 Le découragement à l'effort et la tendance générale à la facilité

La Côte d'Ivoire a fourni d'énormes efforts en matières d'éducation et de formation de sa population. La multiplication d'universités, des grandes écoles et des centres de formation dans des filières professionnelles très variées est la traduction évidente de cet engagement pour l'éducation et la formation. Cependant, l'école ivoirienne est gangrenée par de nombreux problèmes qui, s'ils ne sont pas résolus, peuvent avoir des effets négatifs à long terme sur la cohésion sociale. Ces problèmes s'observent à plusieurs niveaux de notre système éducatif.

Premièrement, du point de vue budgétaire, l'on constate que les dépenses d'investissement sont en baisse depuis de nombreuses années du fait de la crise économique et sociopolitique. Cette situation exacerbe le problème de l'encadrement pédagogique des élèves du fait de la supériorité des effectifs par rapport aux capacités d'accueil existantes. L'enseignement supérieur n'échappe pas à ce problème. Il semble représenter le secteur le plus défaillant du système éducatif ivoirien. L'augmentation du nombre de bacheliers d'année en année a engendré une hausse du nombre d'étudiants, ce qui a accru la demande sociale alors que les budgets des universités ont peu progressé. La "sédentarisation" des étudiants à l'université contribue aussi à accroître les effectifs et à dégrader la qualité de l'enseignement.

Deuxièmement, au niveau du personnel enseignant, il se pose un réel problème de motivation car les enseignants dans leur ensemble montrent une totale insatisfaction quant à leur traitement salarial. Les avancements salariaux dans la fonction publique sont bloqués depuis plus d'une vingtaine d'années du fait de la crise économique alors que le coût de la vie devient de plus en plus élevé. Paradoxalement on assiste à une augmentation salariale sélective notamment chez les forces de sécurité et de défense et les magistrats. Ce sentiment d'insatisfaction généralisée se traduit par des revendications salariales et des suspensions de cours à tous les niveaux de l'enseignement.

⁶ Selon l'indice de corruption élaboré par Transparency International, la Côte d'Ivoire occupait en 2005 le rang 152 sur 158 avec un indice de transparence de 1,9.

Troisièmement, du point de vue des contenus des formations, il apparaît que ceux-ci ne sont plus en adéquation avec les emplois offerts par le marché du travail, malgré la création de filières professionnalisées et des écoles techniques supérieures. Le chômage touche de plus en plus de jeunes diplômés. Aussi assiste-t-on ces dernières années à une crise des vocations et au découragement à l'effort intellectuel. Bien qu'il soit difficile d'avancer des statistiques précises sur ce sujet, on assiste très souvent à la corruption dans les évaluations et les examens et concours et au phénomène des faux diplômes (BEPC, Baccalauréat, BTS, etc.). Face à la corruption et la fraude dans l'administration publique et dans les concours, les élèves semblent avoir perdu le goût de l'effort et du travail scolaire. Paradoxalement, tous les ivoiriens, instruits ou analphabètes, montrent un ardent désir de richesse. La force de ce désir peut se mesurer par la fascination que suscitent les commodités et le prestige auxquels l'argent donne accès (Bureau National de la Prospective, 2008).

3.5 ANALYSE ECONOMETRIQUE DE QUELQUES LIENS PARTICULIERS

L'analyse rétrospective réalisée dans la section précédente souligne l'importance des dépenses sociales dans la réduction des disparités régionales. La présente section analyse l'effet de long terme des dépenses d'éducation et de santé sur le PIB.

3.5.1 Méthode d'analyse

Les variables utilisées portent sur les dépenses publiques d'éducation et de santé, la population et le PIB par tête. Les dépenses publiques d'éducation et de santé proviennent du Ministère de l'Economie et des Finances et de la Commission de l'UEMOA. Les données sur le PIB par tête et la population sont issues du *World Development Indicators 2007* de la Banque Mondiale. Les données couvrent la période 1980-2005.

Pour analyser les relations de long terme entre ces variables, nous suivons la méthodologie proposée par Johansen (1988)⁷. La procédure du test de cointégration de Johansen est basée sur l'estimation d'un modèle vectoriel à correction d'erreur de la forme :

$$\Delta Z_t = \Pi Z_{t-1} + \sum_{i=1}^{p-1} \Gamma_i \Delta Z_{t-i} + \delta \Phi_t + E_t \quad (1)$$

où Z_t est un vecteur de n variables non stationnaires, Π et Γ_i sont des matrices de coefficients, Φ_t est un ensemble de variables déterministes telles que la constante, la tendance et des variables indicatrices, et E_t est un vecteur de termes d'erreurs indépendants et normalement distribués. La procédure du test de cointégration de Johansen repose sur la détermination du rang de la matrice Π . Si Π est de rang r ($0 < r < n$), alors il existe deux matrices α et β de dimension (n, r) telles que $\Pi = \alpha\beta'$. Dans cette décomposition, β représente la matrice des vecteurs de cointégration qui rendent la combinaison linéaire $\beta'Z_{t-1}$ stationnaire, et α est la matrice des coefficients d'ajustement des variables vers l'équation de long terme. En posant $Z_t = (y_t, x_t)$, la causalité entre y et x s'analyse en réécrivant le modèle (1) sous la forme suivante :

$$\Delta y_t = \delta_1 \Phi_{1t} + \sum_{i=1}^{p-1} \Gamma_{11i} \Delta y_{t-i} + \sum_{i=1}^{p-1} \Gamma_{12i} \Delta x_{t-i} + \alpha_1 (\beta_1 y_{t-1} + \beta_2 x_{t-1}) + e_{1t} \quad (2)$$

⁷ Toda et Phillips (1993) ont montré que la procédure de Johansen est une méthode efficace de test de cointégration et de causalité.

$$\Delta x_t = \delta_2 \Phi_{2t} + \sum_{i=1}^{p-1} \Gamma_{21i} \Delta y_{t-i} + \sum_{i=1}^{p-1} \Gamma_{22i} \Delta x_{t-i} + \alpha_2 (\beta_1 y_{t-1} + \beta_2 x_{t-1}) + e_{2t} \quad (3)$$

Ce modèle est estimé par la méthode du maximum de vraisemblance. Pour tester la présence d'une relation de cointégration, Johansen propose une procédure séquentielle basée sur la statistique de la trace. Une fois l'existence d'une cointégration prouvée, le test de causalité de long terme repose sur la nullité des coefficients α_1 et α_2 dans les équations (2) et (3).

3.5.2 Résultats des estimations

Avant d'appliquer la méthode de Johansen, il est nécessaire de déterminer l'ordre d'intégration des variables. Pour cela, nous avons utilisé les tests de racine unitaire de Dickey-Fuller bien documentés dans la littérature économétrique relative aux séries temporelles⁸. Les résultats de ces tests ont montré que les variables sont toutes non stationnaires et intégrées d'ordre un. Les résultats des tests de cointégration (Tableau 8) indiquent qu'il existe une relation de cointégration entre les variables. Bien que la cointégration suggère la présence de causalité à long terme entre les variables, elle ne fournit aucune information sur la direction des relations de causalité.

Pour identifier la direction de la causalité, nous estimons le modèle à correction d'erreurs dans lequel nous procédons au test de significativité des coefficients de rappel. Les résultats reportés dans le tableau 9 appellent plusieurs commentaires. Premièrement, ils mettent en évidence le rôle négatif de la croissance démographique sur l'évolution des dépenses publiques d'éducation et des revenus par tête. On constate à l'inverse que la croissance démographique entraîne un accroissement des dépenses de santé.

Tableau 8: Tests de cointégration de Johansen

Variables	Statistique de la trace	
	$r = 0$	$r \leq 1$
LPIBHB, LEDUCH	34,75* (25,87)	5,71 (12,51)
LPIBHB, LSANTH	34,37* (25,87)	5,84 (12,51)
LPIBHB, LPOP	27,86* (15,49)	1,92 (3,84)
LEDUCH, LPOP	25,45* (18,39)	0,63 (3,84)
LSANTH, LPOP	28,87 (18,39)	2,85 (3,84)

Note : LPIBHB=logarithme du PIB par tête ; LEDUCH=log des dépenses publiques d'éducation par habitant ; LSANTH=log des dépenses publiques de santé par habitant; LPOP=log de la population totale. Les statistiques entre parenthèses sont les valeurs critiques à 5%. * indique le rejet de l'hypothèse d'absence de cointégration.

Deuxièmement, les dépenses de santé ont une incidence positive sur la croissance démographique pendant que les dépenses d'éducation la freinent. Ainsi en améliorant l'accès aux soins de santé, les dépenses publiques de santé réduisent la mortalité, ce qui a pour conséquence d'entretenir la croissance démographique. L'impact négatif de l'éducation sur la croissance démographique s'expliquerait par la baisse de la fécondité.

⁸ Voir par exemple Bourbonnais et Terraza (1998) et Lardic et Mignon (2002).

Tableau 9 : Relations de cointégration et tests de causalité

Couple de variables	Equation de cointégration I	α_1	Equation de cointégration II	α_2
LPIBHB, LEDUCH	LPIBH=40,4-0,10T-2,58LEDUCH	-0,07 (-6,43)	LEDUCH =15,6-0,03T-0,38LPIBH	-0,33 (-2,00)
LPIBHB, LSANTH	LPIBH=16,8-0,02T-0,41LSANTH	-0,20 (-2,56)	LSANTH =40,7-0,06T-2,41LPIBH	-0,38 (-2,71)
LPIBHB, LPOP	LPIBH=67,2-0,03T-3,26LPOP	0,76 (1,73)	LPOP =20,6-0,01T-0,30LPIBH	-0,01 (-3,84)
LEDUCH, LPOP	LEDUCH =38,2-0,20T-1,52LPOP	-3,71 (-2,98)	LPOP =25-0,13T-0,65LEDUCH	-0,004 (-2,00)
LSANTH, LPOP	LSANTH =-50-0,13T+ 3,6LPOP	-2,13 (-4,38)	LPOP =13+0,03T+0,27LSANTH	-0,006 (-1,94)

Note: L'équation de cointégration I (resp. II) correspond à la normalisation du vecteur de cointégration suivant la première variable (resp. deuxième variable). T désigne la tendance. α_j désigne le coefficient d'ajustement à l'équation de cointégration. Les statistiques entre parenthèses sont les *t-statistiques*.

Troisièmement, les estimations font apparaître que sur la période 1980-2005, les dépenses de santé et d'éducation n'ont pas contribué de façon significative à l'accumulation de la richesse nationale. Un tel résultat n'est pas conforme aux prédictions théoriques des modèles de croissance endogène développés par Barro (1990) et Lucas (1988). Ce résultat questionne tout naturellement l'efficacité productive des dépenses publiques. Théoriquement le capital humain affecte positivement la croissance à travers l'amélioration de la productivité de la main-d'œuvre. Or dans un contexte de crise de l'emploi, ce mécanisme devient inopérant car le capital humain n'est pas pleinement utilisé dans le processus de productif. On comprend alors que les retombées économiques des investissements sociaux dépendent largement du niveau d'implication des bénéficiaires dans le système de production. Quatrièmement, la croissance des revenus entraîne à long terme une réduction des dépenses publiques sociales. Ce résultat est contraire à la loi de Wagner qui stipule que la croissance économique du fait de la demande de services sociaux qu'elle engendre entraîne une augmentation des dépenses publiques. Cette causalité négative allant du PIB par tête aux dépenses sociales indique que l'Etat tend à augmenter les investissements sociaux dans les périodes de crise économique, et à les réduire dans les périodes de croissance. En fait tout se passe comme si les revenus privés venaient se substituer aux dépenses sociales de l'Etat.

4. ESQUISSE DE SCENARIOS PROSPECTIFS A L'HORIZON 2030

Quels sont les facteurs qui pourraient jouer un rôle significatif dans la dynamique sociale de la Côte d'Ivoire à l'horizon 2030? Quels seraient les futurs possibles de cette dynamique dans les vingt prochaines années? Pour tenter de répondre à ces deux questions nous utilisons la méthode de projection basée sur les scénarios prospectifs. Dans un premier temps, une analyse structurelle enrichie par MICMAC⁹ est utilisée pour mettre en évidence les variables clés. Celles-ci sont ensuite déclinées en hypothèses correspondant à des incertitudes et combinées pour construire des scénarios alternatifs du futur.

⁹ Matrice d'Impacts Croisés-Multiplication Appliquée à un Classement (Godet, 1997).

4.1 POURQUOI DES SCENARIOS PROSPECTIFS ?

La prospective part du principe que le futur d'une société n'est ni prédéterminé ni prévisible de manière certaine, mais qu'il est à construire. Cela signifie que nous ne sommes pas spectateurs d'un avenir imposé par la nature, mais plutôt des acteurs, des artisans d'un avenir que nous pouvons influencer par nos choix, nos actions, nos ambitions et nos motivations. En d'autres termes, l'avenir est ouvert à plusieurs futurs plausibles, des plus redoutés au plus souhaités. Ainsi le mieux que l'on puisse faire est d'explorer ces futuribles, non pas en se contentant d'extrapoler simplement les tendances passées mais en essayant de prendre en compte les facteurs de rupture et d'incertitude. En effet, l'histoire récente de la Côte d'Ivoire et même celle de certains pays à travers le monde (Zimbabwe, Kenya, Liberia, Sierra Leone, Guinée-Bissau, Mauritanie, Centrafrique, Etats-Unis, Irak, France) nous enseigne que, dans le temps, tout peut arriver dans la vie d'un pays, même l'improbable. La méthode d'analyse des scénarios cherche à explorer ces futurs possibles. Elle constitue un outil intéressant et stimulant d'aide à l'élaboration de politiques de développement durable dans la mesure où elle éclaire la route et prépare les décideurs aux changements possibles dans leur environnement et à agir en conséquence.

Plusieurs définitions d'un scénario sont présentées dans la littérature. Un scénario peut être défini comme un ensemble cohérent formé par la description d'une situation future et du cheminement des événements qui permettent de passer de la situation origine à la situation future (Godet, 1997 ; Futurs Africains, 2001). Il présente une image possible de l'avenir, non la seule, en tenant compte de l'incertitude sur certaines variables qui déterminent l'évolution du système (Lee, 1998). Les scénarios peuvent être distingués en fonction du positionnement du concepteur du scénario par rapport au temps et des objectifs de recherche qu'ils desservent. Ainsi, les scénarios peuvent être exploratoires ou normatifs. Les scénarios exploratoires sont construits par extrapolation des tendances passées et présentes : ils partent à la fois de la situation passée et présente puis décrivent une série de développements qui mènent à différentes images vraisemblables du futur, sans se soucier de situations désirées, ni de la situation la plus probable. Au contraire, les scénarios normatifs ou d'anticipation, appelés encore scénarios stratégiques, sont construits de façon retroprojective, c'est-à-dire en partant à rebours d'une situation future souhaitée ou au contraire redoutée pour remonter vers le présent et chercher à identifier les événements, tendances ou actions qui permettraient d'atteindre ou d'éviter ce point futur. De tels scénarios sont mis à contribution lorsqu'il s'agit de déterminer la meilleure stratégie à adopter pour atteindre un objectif donné.

Ces scénarios exploratoires ou d'anticipation peuvent être tendanciels ou contrastés. Le scénario tendanciel correspond ainsi à une hypothèse globale de prolongement des tendances à l'œuvre et des dynamiques récemment enclenchées tandis que le scénario contrasté renvoie à la notion de rupture par rapport au présent. Notre approche dans ce travail se situe dans une perspective exploratoire : partir du passé et du présent pour imaginer des futurs possibles de la dynamique sociale en exploitant les tendances passées et surtout les incertitudes.

4.2 CONSTRUCTION DES SCENARIOS ALTERNATIFS

Plusieurs méthodes peuvent être utilisées pour réaliser des projections à moyen et long terme. Outre les méthodes quantitatives basées sur les modèles statistiques, qui sont de loin les plus utilisées, on retrouve l'approche par analogie, l'approche normative, l'approche par jugements d'experts et l'approche des scénarios alternatifs. L'approche par analogie consiste essentiellement en la recherche d'analogies historiques ou autres qui peuvent servir de base comparative, de véritable point de repère à la réalisation des projections. Ces analogies peuvent ainsi porter par

exemple sur des tendances observées dans un pays aux caractéristiques similaires, sur un phénomène évoluant de manière similaire, etc. L'approche par jugements d'experts s'appuie sur l'opinion concertée d'un groupe d'experts. Certaines méthodes, telles la méthode Delphi, ont été développées pour canaliser les jugements d'experts, déterminer les points de consensus ainsi que ceux de divergence. Mais la démarche statistique de cette méthode est fastidieuse et demande du temps dans l'administration et le traitement des questionnaires (Godet, 2004). La présente retient la méthode des scénarios alternatifs. Cette méthode part du principe que l'avenir résultera de la combinaison d'un certain nombre d'événements, de décisions ou de choix. Dès lors elle cherche à construire des représentations des futurs possibles ainsi que les cheminements qui y conduisent. Pour ce faire, la méthode procède en trois étapes. La première étape consiste à repérer ces facteurs-clés faiseurs d'histoire. L'identification et la compréhension de ces facteurs représentent une étape majeure dans l'élaboration des scénarios alternatifs puisqu'elles constituent en quelque sorte la trame de scénarios, les grandes lignes de leur histoire. La deuxième étape consiste à évaluer les relations d'influence de ces facteurs les uns sur les autres afin d'en retenir les plus pertinents. La troisième consiste à poser des hypothèses d'évolution des facteurs et à imaginer comment celles-ci se combineront pour construire des trajectoires vraisemblables du futur. En revanche, la méthode des scénarios, à cause de son caractère transversal, exige beaucoup de temps et de personnes pour sa réalisation. L'application que nous en faisons ici doit donc être vue comme une ébauche qui sera enrichie ultérieurement lors de la mise en œuvre effective de l'étude nationale prospective Côte d'Ivoire 2040.

Par rapport aux modèles prédictifs des tendances, la méthode des scénarios alternatifs accorde une place importante aux incertitudes critiques au sein de certaines forces directrices qui peuvent altérer le cours des événements d'une façon inattendue. Les incertitudes critiques représentent le substrat à partir duquel seront construits les futurs alternatifs. Ce sont en effet sur ces incertitudes que porteront les différences entre les scénarios envisagés, puisque les éléments prédéterminés ne varient pas, ou peu, entre les scénarios. Il importe aussi de porter un intérêt sur les germes du changement ou signaux faibles qui sont des facteurs d'évolution faiblement perceptibles aujourd'hui mais porteurs de ruptures potentielles dans l'avenir. Dans le cas de la Côte d'Ivoire, les forces imprévisibles peuvent par exemple être matérialisées par un revirement de la situation politique ou encore par l'adoption d'une nouvelle loi sur le code électoral ou l'accès à la nationalité. Quelles qu'elles soient, ces incertitudes créent un environnement incertain dans lequel l'exercice de la prédiction, basé uniquement sur des modèles mathématiques, peut mener à des choix de planification peu éclairés. En combinant différents futurs possibles des variables marquées par l'incertitude et les germes de changement, on obtient une combinatoire qui débouche sur la définition de scénarios prospectifs.

4.2.1 Les domaines et les variables

Nous avons identifié trois grands domaines qui pourraient jouer un rôle significatif dans le développement social de la Côte d'Ivoire sur les vingt prochaines années. Il s'agit de la société, de l'économie et des choix politiques. Au sein de chaque domaine, nous identifions les variables clés. Cette phase d'identification sera suivie de l'analyse de structure relationnelle entre les variables afin d'évaluer leur niveau d'influence sur le système.

La société : les tendances démographiques, l'urbanisation croissante, l'aspiration au bien-être, la tradition d'hospitalité des populations ivoiriennes, l'éthique sociale constituent dans ce domaine les principales forces directrices de la société. Ces forces peuvent toutefois prendre source dans d'autres domaines de la société tels que la culture ou la religion. Avec un taux de croissance de la population estimée à 3,3%, la Côte d'Ivoire fait partie des pays à fort taux d'accroissement démographique. Dans un tel contexte, la baisse continue de la fécondité depuis 1980 apparaît

comme une bonne nouvelle pour la maîtrise de la dynamique démographique, quoiqu'elle reste encore relativement élevée¹⁰. Cependant il convient de souligner que cette tendance désorganisera la pyramide des âges et fera naître d'autres défis: l'augmentation du poids des personnes âgées et leur prise en charge. L'expansion de la pandémie du SIDA fait peser aussi un risque sérieux sur la structure de la population et le développement du capital humain. Touchant généralement les adultes et les jeunes actifs, elle pourrait avoir des conséquences sur l'évolution de la fécondité et sur le rapport de dépendance économique. Qui s'occupera de ces personnes du troisième âge qui deviendront de plus en plus nombreuses ? Le système de répartition actuellement en cours doit sa pérennité à la supériorité numérique des actifs par rapports aux inactifs. Qu'advient-il si cette ossature viendrait à rompre ? C'est aujourd'hui qu'il faut réfléchir aux dispositions quant à la prise en charge sanitaire de ces personnes et les modes de financement des pensions de retraite, car la famille et la société de demain n'auront pas les moyens pour s'occuper seules de ces personnes dépendantes dont la prise en charge est onéreuse en temps et en moyens financiers.

La croissance démographique de la Côte d'Ivoire est tirée par une immigration étrangère résultant de la prospérité économique relative du pays et des options économiques et politiques de développement opérées aux lendemains des indépendances. A la veille de l'indépendance, la population étrangère représentait moins de 5% des résidents en Côte-d'Ivoire. Par la suite, cette population a atteint 17% en 1965, 22% en 1975, 28% en 1988 et 26% en 1998. La présence d'une proportion aussi forte d'étrangers, tant en ville qu'à la campagne, avait déjà suscité des flambées de repli identitaire en 1958 et 1967. Mais aucune mesure concrète et courageuse n'avait été prise, au-delà de discours politiques sur la question, pour faire face au problème. Vingt années plus tard, en 1998, la société vit les conséquences de cette croissance démographique. La persistance du chômage urbain développe de plus en plus un mouvement de retour à la terre des jeunes vers leur village, pour se reconvertir dans l'agriculture. Cela accroît la pression sur les terres et remet en scène la question de la propriété foncière. Le vote d'une loi consensuelle en 1998 traçant un nouveau cadre de l'accès légal à la terre, ne règle pas les situations acquises, encore moins la pression qu'exercent localement les nouveaux candidats à l'activité agricole. Les années 90 ont été marquées par des vagues d'incidents plus ou moins graves dans diverses régions, entre autochtones et allogènes, entre Ivoiriens et étrangers. Ces conflits de cohabitation récurrents sont une menace constante pour l'équilibre social du pays¹¹. L'aggravation du chômage et la raréfaction des terres cultivables et la dégradation des conditions de vie des populations pourraient ainsi contribuer à affaiblir la tradition d'hospitalité reconnus aux ivoiriens qui assurait jadis l'intégration des immigrés et la cohésion sociale.

La forte croissance démographique a aussi des répercussions défavorables sur les conditions de vie des populations ; elle contribue à détériorer les indicateurs sociaux et exerce une forte pression sur les finances publiques. Ces répercussions se manifestent par le poids démographique important des jeunes, avec des fortes pressions sur les infrastructures sociales (éducation et santé), la demande sécuritaire, le chômage, ainsi que par de fortes pressions exercées sur les ressources naturelles et le cadre de vie des populations.

L'éducation et la santé sont essentielles non seulement pour le développement social mais aussi pour le développement économique. L'amélioration du capital humain, grâce à une meilleure scolarisation des enfants, est un des moyens pour briser la chaîne de transmission de la pauvreté, d'une génération à une autre, au sein des ménages pauvres. L'éducation a des externalités

¹⁰ L'indice synthétique de fécondité est passé de 7,4 enfants par femme en 1981 à 4,6 enfants par femme en 2005 (Fassassi et al. 2007). Selon les projections des Nations Unies, le recul de la fécondité se poursuivra et pourrait atteindre un niveau proche de celui nécessaire au renouvellement des générations (2,3 enfants par femme).

¹¹ Le Conseil Economique et Social avait produit un rapport parut le 8 avril 1999 dans le quotidien *Le Jour*, qui soulignait clairement les risques liés à la forte immigration étrangère en Côte d'Ivoire (Ekanza, 2007, p. 85-86).

positives sur l'amélioration de certains indicateurs de santé (espérance de vie, taux de mortalité infantile et maternelle) (Mackinnon, 1995 ; Glewwe, 1997) et des effets négatifs sur la fécondité (Ainsworth et al., 1996). En retour, la santé influe positivement sur la fréquentation et les résultats scolaires (Jamison et Leslie, 1990). La pandémie du SIDA constitue une menace sérieuse pour le développement du capital humain. Si ces dernières ont été marquées par une mobilisation internationale contre ce fléau, il subsiste néanmoins une incertitude quant à la poursuite du financement des programmes actuels de lutte contre le VIH et de prise en charge des personnes sous traitement anti-retroviraux. Comment continuer à assister ces personnes si l'appui international venait à s'arrêter? Des germes de changement pourraient limiter la progression de la maladie et ses conséquences sociales. Il s'agit d'abord d'une prise de conscience généralisée sur l'existence de la maladie à travers les nombreuses sensibilisations faites par l'Etat et les ONG. On note ensuite l'utilisation systématique du préservatif lors des rapports occasionnels (Fassassi *et al.* 2007).

L'économie : l'économie est le « moteur » de la société. Elle est génératrice de grandes forces directrices auxquelles on peut souvent accorder le nom de « lois » : loi de l'offre et de la demande de biens et services, loi de la demande et de l'offre de travail, etc. Ces forces, quasiment incontournables, affectent grandement les sociétés humaines jusque dans leur fonctionnement et leurs activités. La longue période de crise économique des années 80 a contribué à l'appauvrissement social, la crise de l'emploi et le développement de l'informel, à l'effritement de la cohésion sociale, et à l'émergence de la délinquance et de mouvements contestataires qui grossissent les rangs de certains partis politiques. L'envolée des prix du pétrole et ses conséquences sur l'économie et sur les coûts des denrées alimentaires, du transport et du logement, sont des incertitudes pour l'évolution économique et sociale dans les années futures. La remise de la dette extérieure de la Côte d'Ivoire dans le cadre de l'initiative pour les pays pauvres très endettés (PPTe) est aussi un élément important de cette dynamique. Sans être une fin en soi elle pourrait directement et indirectement influencer la trajectoire économique et sociale en libérant des ressources additionnelles qui serviront à réaliser des investissements socioéconomiques. Il faut cependant souligner que les retombés de cette « bonne nouvelle », si elle devenait réalité, dépendent des pratiques de bonne gouvernance qui seront adoptées pour gérer les fonds publics. En effet, Rajkumar et Swaroop (2008) ont montré que l'impact des dépenses publiques de santé et d'éducation sur le développement humain est conditionné par la qualité de la gouvernance. Ces dépenses seraient plus efficaces dans les pays pratiquant la bonne gouvernance. En revanche, elles n'ont aucun impact sur l'éducation et la santé dans les pays se caractérisant par une mauvaise gouvernance. D'autres auteurs indiquent aussi que la gouvernance a un impact fort et direct sur la croissance, les investissements directs étrangers et la mortalité infantile (Kaufmann *et al.* 1999 ; Gupta *et al.* 1999). L'évolution du contexte politique depuis 1990 marqué par une plus grande ouverture médiatique, le pluralisme politique et le pluralisme syndical, sont des signes d'espoir pour le renforcement de la gouvernance et la participation des populations aux questions importantes.

Les choix politiques : les politiques, mais aussi les lois qui en découlent, façonnent profondément la société. De par leur nature contextuelle, arbitraire ou encore révocable, les lois constituent des forces directrices aussi cruciales qu'incertaines qui peuvent avoir une influence déterminante sur l'avenir de la société. En Côte d'Ivoire, les incertitudes critiques en rapport avec le système politique relèvent principalement de l'évolution du processus électoral. Si l'issue de ce processus est déterminante pour la Côte d'Ivoire, il convient cependant de relever que celui-ci reste subordonné, en amont, à la gestion politique de certains dossiers brûlants tels que l'accès à la nationalité, la propriété foncière et le contrôle de l'immigration dans un contexte d'intégration et d'union économique hétérogène. Les populations étrangères, généralement à faible capital humain, s'orientent principalement dans le secteur agricole, ce qui entraîne de fortes pressions sur

le foncier. Certains étrangers sont devenus propriétaires des terres qu'ils exploitent. Avec le chômage grandissant des jeunes en ville et le retour forcé de ceux-ci à la terre, des conflits s'éclatent entre autochtones et ces populations, comme ce fut le cas ces dernières années à Ayamé en 1998, à Tabou et San-Pedro en 2 000. Si nous n'avons pas voulu considérer et anticiper les conséquences de la migration étrangère depuis la fin des années 60, aujourd'hui au regard d'une demande et des besoins croissants, de la raréfaction des terres cultivables, des ressources financières limitées et de la crise de l'emploi, force est de reconnaître l'influence de la pression de la population sur les choix et les contraintes des politiques de développement. Avec un taux de présence estimé à 26% et une progression de 1.8 fois plus rapide que celle des Ivoiriens, la migration étrangère pourrait constituer une menace pour le développement harmonieux économique, social et politique du pays. Selon les projections, si le rythme actuel de croissance de cette population devait être maintenu, elle pourrait devenir majoritaire à l'horizon 2025 (Ekanza, 2007). Quelle politique d'immigration dans un contexte d'intégration économique hétérogène ? Comment « gérer » l'intégration sociale, économique et même politique, de ces étrangers de seconde génération ?

Au regard de ce qui précède, nous avons identifié neuf variables d'environnement pouvant influencer sur la dynamique sociale et démographique des vingt prochaines années :

- la politique d'immigration et d'intégration sociale des immigrants (1),
- l'évolution du processus électoral et démocratique (2),
- la gouvernance et la moralisation de la société (3),
- la situation économique (4),
- l'emploi (5),
- la croissance de la population (6),
- le système éducatif (7),
- la santé (8),
- la situation économique et sociale dans les pays de la CEDEAO (9).

4.2.2 Description des relations et identification des variables clés par MICMAC

Nous utilisons la méthode d'analyse structurelle et la méthode du MICMAC pour évaluer les relations entre les variables et repérer celles qui paraissent déterminantes pour l'évolution du système et celles qui seraient les plus dépendantes. La matrice d'analyse structurelle est définie comme suit :

Tableau 10: Matrice d'analyse structurelle

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	Indice de motricité
(1)	0	2	0	3	2	3	0	0	0	10
(2)	0	0	3	3	0	0	0	0	0	6
(3)	0	2	0	2	0	0	1	0	0	5
(4)	0	0	0	0	3	1	2	2	2	10
(5)	0	1	0	0	0	0	0	1	1	3
(6)	3	2	0	3	0	0	3	3	0	14
(7)	0	3	0	3	0	1	0	2	0	9
(8)	0	0	0	3	2	3	2	0	0	10
(9)	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1
Indice de dépendance	3	10	3	17	7	9	8	8	3	

Note : Les nombres du tableau indiquent le degré d'influence directe de la variable en ligne sur la variable en colonne. 0=pas d'influence ; 1=influence faible ; 2=influence moyenne ; 3=influence forte

Les indices d'influence et de dépendance indiquent, d'une part, que la démographie, la situation sanitaire, la politique d'immigration et d'intégration sociale des immigrés, la situation économique et l'éducation sont les variables les plus déterminantes pour l'évolution sociale, et, d'autre part, que la situation économique, l'évolution du processus électoral et démocratique, la démographie, l'éducation et la santé sont influencées par certaines des variables retenues. Ce premier classement est enrichi en utilisant la méthode MICMAC. Cette méthode consiste à considérer des puissances successives de la matrice d'analyse structurelle. Elle conduit à retenir sept variables clés qui vont influencer sur la dynamique sociale des vingt prochaines années : la croissance de la population, la santé, la politique d'immigration et d'intégration sociale des immigrés, le système éducatif, la situation économique, l'emploi et l'évolution du processus électoral et démocratique. La croissance démographique et la politique d'intégration se révèlent très motrices et très peu dépendantes. La santé et l'éducation sont à la fois très motrices et très dépendantes, tandis que la croissance économique et l'emploi sont plutôt très dépendantes du contexte. Dans la suite nous regroupons la santé et l'éducation dans la composante « capital humain ». En outre, compte tenu à la fois de son caractère qualitatif et de son importance dans le contexte sociopolitique actuel, nous avons retenu l'évolution du processus électoral et démocratique.

4.3 QUATRE SCENARIOS ALTERNATIFS A L'HORIZON 2030

Quatre scénarios ont été dessinés, représentant 4 situations possibles d'évolutions de la société ivoirienne à l'horizon 2030. Ces scénarios se distinguent par l'évolution du processus électoral et démocratique, la politique d'immigration, la situation économique et l'état du capital humain. Pour chacune de ces dimensions des hypothèses d'évolution ont été posées selon que les transformations à l'oeuvre se maintiennent, s'améliorent ou se détériorent.

Scénario 1 : «Turbulences: la Côte d'Ivoire sans cohésion »

Ce scénario s'inspire des tendances qui ont marqué les dix dernières années de l'histoire sociopolitique de la Côte d'Ivoire, en privilégiant deux incertitudes majeures : le problème de l'intégration des immigrés et le processus électoral en cours. Il se produit donc dans un contexte de crise sociopolitique, institutionnelle et économique nourri par la question de l'intégration des immigrés. Le paysage social se caractérise par une paupérisation de masse, une accentuation des inégalités socio-spatiales et un chômage grandissant. La société est fragmentée et la pauvreté gagne de plus du terrain. Dans le même temps, les moyens de l'Etat sont réduits en raison du contexte sociopolitique et la décentralisation ne réussit pas à réduire les disparités entre territoires. Du fait de la croissance de la population, les dépenses publiques d'éducation et de santé sont insuffisantes. La population vit un malaise social : les classes pauvres sont laissées à leur sort, ne pouvant compter que sur la solidarité et les liens sociaux qui, eux aussi, sont mis à rude épreuve. Sur le plan politique, les velléités de naturalisation des étrangers de longue date se multiplient. Vue comme un moyen d'instaurer la paix par certains, l'intégration des étrangers apparaît pour d'autres comme une menace pour les générations futures. L'intégration des fugitifs rebelles de l'armée nationale fait l'objet de suspicions. Les partis politiques sont figés dans des conflits de pouvoirs et d'intérêts locaux, sans qu'aucun projet commun réellement ambitieux ne soit formulé. Les blocages politiques se multiplient. De nouveaux clivages sociaux se créent opposant une classe d'ivoiriens "patriotes" viscéralement attachés à "l'identité nationale" à une masse d'immigrés en quête de repère. Le processus électoral bute sur les questions du désarmement et du rétablissement et la sécurisation du fichier électoral. En conséquence, les élections de 2009 n'ont pas lieu et la transition politique se prolonge. La tension sociale n'est guère propice à la croissance. De jour en jour, les populations voient leur pouvoir d'achat se

dégrader du fait d'une situation économique difficile. Du fait de la rébellion de 2002, la criminalité et l'insécurité augmentent et les affrontements violents se multiplient en différents endroits du pays, mettant à mal la paix sociale. Cette situation entrave non seulement le fonctionnement d'une vie politique normale, mais encore est à l'origine de la crise des valeurs qui s'empare de la société. Les acteurs politiques, quant à eux, se replient sur leurs prérogatives, plus enclins à se justifier et à chercher des responsables aux situations dramatiques vécues que d'y trouver des solutions durables. Face au désordre social, aux mécontentements récurrents face à la cherté de la vie et à l'incapacité de la classe politique d'instaurer un climat de sérénité, l'ombre d'un Coup d'Etat plane sur le pays. Il est concrétisé quelques mois plus tard : la Côte d'Ivoire vient de rééditer le schéma de décembre 1999. Le régime militaire suspend tout le processus électoral, dissout les institutions démocratiques et annonce un nouveau départ. Deux points cristallisent l'attention: le code électoral et l'accès à la nationalité. En dépit de la pression internationale, le régime militaire s'obstine à faire aboutir son projet politique: celui d'apporter la paix par des élections transparentes et démocratiques. Les questions sociales sont reléguées en dernier plan au profit des questions politiques, aggravant ainsi la situation économique et sociale du pays. La Côte d'Ivoire de 2030 est mal en point. Complètement déstabilisée du point de vue politique, elle est en proie à une crise sociopolitique très profonde faisant le nid des milices et groupes d'autodéfense de tous bords, qui entretiennent l'insécurité. La population est en mauvais état de santé et les actifs ne trouvent plus du travail à la mesure de leurs qualifications. Des émeutes toujours plus nombreuses et réprimées dans le sang font craindre une déstabilisation générale du pays. On a l'impression que l'apocalypse va bientôt sonner. Dans cette turbulence, quelques-uns se cantonnent dans un retour quelque peu passéiste en véhiculant des valeurs culturelles d'autrefois (solidarité, ouverture et union et paix etc.) comme la solution à ce malaise général. D'autres, au contraire, adoptent une attitude passive vis-à-vis des événements comme si tout cela relevait de la fatalité.

Scénario 2 : « Tous pour la cohésion »

Ce scénario se différencie du premier par la façon dont la population et les dirigeants politiques perçoivent l'intégration sous-régionale. Il repose sur l'hypothèse d'une entente entre les différents acteurs et institutions sur la question de l'intégration des immigrés. Le choix politique opéré est avant tout pragmatique. Il se base sur le constat qu'à un moment ou à un autre, il faut faire quelque chose pour cette population en quête de repère culturel. Si dans le premier scénario, la politique d'immigration et d'intégration sociale des immigrés suscitait quelques inquiétudes, le scénario 2 se caractérise par une ouverture et une tolérance à la diversité culturelle, ethnique et religieuse. Le retour aux valeurs du passé est perçu comme une source d'enrichissement et le seul moyen d'instaurer un climat de paix propice à l'émergence d'idées novatrices et capable de résoudre les futurs problèmes liés à l'immigration et à la cohabitation. Ce contexte de bonne disposition favorise certaines avancées. En particulier, au plan politique la naturalisation d'une masse d'étrangers en quête d'identité reçoit une réponse définitive. Néanmoins, les tendances sociales sont maintenues jusqu'en 2015 : paupérisation, chômage, dégradation des conditions de santé et du pouvoir d'achat. L'année 2016 sonnera la fin de la descente. Les élections ont lieu dans un climat social apaisé. La prospérité économique commence alors à pointer l'horizon ; mais elle attire déjà des flux migratoires importants de populations sans qualification formelle en provenance des pays de la CEDEAO. La croissance démographique continue de limiter les efforts en matière d'investissement dans la santé et l'éducation. Les ressources dégagées dans le cadre de la remise de la dette s'avèrent insuffisantes pour inverser durablement la tendance de la dégradation du niveau de santé et de pauvreté des populations ainsi que les inégalités sociales.

La Côte d'Ivoire de 2030 retrouve son unité, sa cohésion et sa stabilité sociopolitique d'autrefois. Toutefois la politique à « ciel ouvert » rendue inévitable par les accords sous-régionaux plombe

les indicateurs sociaux. La croissance ne parvient pas à dépasser le rythme de croissance de la population alimentée par une forte migration, et on assiste à une hausse considérable du coût de la vie. Cette dégradation du pouvoir d'achat déjà marquée au début des années 2000 a pour conséquence une dégradation des conditions de vie des populations.

Scénario 3: « La fin des orages, l'étalon au galop »

Ce scénario repose sur les hypothèses d'une reprise de la croissance économique, une amélioration modeste des conditions sociales et la poursuite de la dynamique démographique. Il se produit dans un contexte de confiance retrouvée qui favorise le retour des investissements et la création d'emplois. Cette conjoncture économique favorable amortit la dégradation des conditions de vie des populations.

Les Ivoiriens ont tiré les leçons de dix années d'instabilité sociopolitique. La réminiscence des événements tragiques de Bouaké, Duékoué, Vavoua et Man fait prendre conscience à tous des torts causés à la nation. Tout le monde admet que les élections doivent se dérouler dans la transparence. Grâce à la sensibilisation de masse impliquant les chefs et leaders des communautés étrangères, la population étrangère a compris la nécessité de la cohabitation pacifique dans le respect des lois. Cette disposition les amène à ne brandir qu'un seul étendard, celui d'une Côte d'Ivoire pacifique et hospitalière. Les élections se déroulent sans graves incidents. L'orage vient de passer. Mais les défis sociaux sont nombreux. Le climat social apaisé favorise le retour des entreprises délocalisées et attire de nombreux bailleurs de fonds. La croissance économique montre les signes d'une reprise. Les autorités annoncent un vaste programme de reconstruction et un plan Marshall pour l'Ouest. De nouvelles attitudes individuelles se développent amplifiées par l'unité autour d'un projet de société commun : rebâtir l'éléphant. Toutefois le programme de reconstruction limite les efforts qualitatifs en faveur de l'éducation et la santé. Les préoccupations de reconstruction des infrastructures éducatives et sanitaires prennent le pas sur les réformes en profondeur. Selon les résultats de l'enquête auprès des ménages de 2016, les inégalités sociales et la pauvreté régressent par rapport à leurs niveaux de 2008. Malgré cette amélioration, les conditions de vie population en matière de santé restent toujours préoccupantes. La croissance démographique empêche les efforts importants à ce niveau. Le défi de l'éducation pour tous est poursuivi par la définition d'un minimum culturel accessible à tous et favorisant un accès gratuit au cycle primaire. Le taux de scolarisation s'améliore globalement, mais quelques pesanteurs sociales et la crise de l'emploi plombent encore les avancées dans certaines régions notamment au nord. L'éducation supérieure continue à recevoir de plus en plus d'élèves mais les infrastructures sont limitées. Le système d'éducation et de formation connaît quelques réformes avec l'entrée de nouvelles méthodes d'enseignement. Toutefois, l'employabilité des jeunes diplômés issus des écoles de formation n'a pas encore trouvé de solution durable.

La Côte d'Ivoire de 2030 présente le visage d'une société dont la population voit son état de santé nettement amélioré par la mise en œuvre de programmes de réhabilitation des infrastructures sanitaires et par la recherche d'une plus grande qualité des prestations sanitaires. Mais l'enseignement supérieur et technique n'a pas réussi sa reconversion faute de moyens et de volontés suffisamment coordonnés ; celui-ci reste peu en phase avec les besoins de la mondialisation. A ce niveau, tout ce qui reste à faire, c'est d'adapter la formation du capital humain pour augmenter l'employabilité.

Scénario 4: «L'éléphant d'Afrique en marche»

Ce scénario décrit les options stratégiques que les dirigeants adoptent pour susciter un renouveau national et international. La philosophie sous-jacente postule un consensus général autour de

l'intégration des pays de la CEDEAO et de la promotion du capital humain. Ainsi, dans ce scénario, les gouvernants abandonnent les velléités de rupture et d'isolement sous-régional, et prennent conscience des enjeux liés à l'intégration. La Côte d'Ivoire mise sur ses atouts pour tirer d'énormes avantages de l'union sacrée créée le 28 mai 1975. Il faut tirer profit d'un espace économique qui pourrait dépasser 400 millions d'habitants à l'horizon 2030.

La crise sociopolitique de ces dernières années n'a pas longtemps résisté au poids du passé. La classe politique s'est considérablement renouvelée dans la pensée. Les nouveaux dirigeants ont pris conscience de leurs atouts et de leur rôle de locomotive dans la sous région. Convaincus que l'union dans la diversité et le développement du capital humain sont le fer de lance des nations développées, ils sont déterminés à traduire dans les faits les politiques sectorielles inscrites dans le Document de Stratégies de Réduction de la Pauvreté. Toutefois, ils restent lucides sur le fait que le pays ne pourra dégager à lui seul suffisamment de ressources pour répondre aux besoins sociaux d'une population croissante composée de 28% d'immigrés. En connaissance de cela, les dirigeants ont fait valoir une vision régionale à leurs projets favorisant ainsi une certaine cohérence en matière d'intégration sous régionale. Tous construiront collectivement un vivre-ensemble basé sur la solidarité. Ainsi les premières années de la décennie 2010-2020 sont marquées par la volonté des dirigeants ivoiriens de rassembler tous les pays de l'espace CEDEAO autour d'objectifs communs et fédérateurs. Pour ce faire, sous l'initiative des Chefs d'Etats, la CEDEAO s'équipe d'un outil d'intégration particulier : le Contrat d'Avenir pour la CEDEAO. Il contient un programme ambitieux de développement pour les différents pays membres avec une solidarité plus affirmée en faveur de certains pays enclavés. Au niveau national, l'Etat central impose le principe de cohérence et de cohésion entre les élus locaux et la population par le biais de « contrats de progrès » permettant aux communautés de définir leurs projets de développement.

Dans ce scénario, la démographie est vue comme un atout qu'il faut valoriser par des investissements communautaires centrés sur les infrastructures socioéconomique et éducatives. L'assistance financière internationale et la remise de la dette offrent de réelles possibilités budgétaires pour accroître les dépenses sociales. Ce scénario se caractérise particulièrement par une croissance économique tirée par la géographie du peuplement. L'urbanisation croissante entraîne le développement des activités de commerce, de transport et de services. On assiste alors au développement d'une agriculture vivrière tirée par une exportation vers les pays de la sous-région. La Côte d'Ivoire devient le grenier de la sous-région alimentant les pays de l'espace UEMOA en denrées alimentaires.

La Côte d'Ivoire de 2030 montre le visage d'un pays enrichi socialement et intellectuellement. En un quart de siècle, grâce à une cohésion sociale à l'intérieur et à de bonnes relations avec ses voisins, elle a réussi à relever le défi de devenir la locomotive de la sous région ouest africaine en misant sur l'intégration et la valorisation des ressources humaines et du capital humain. Les investissements effectués pendant deux décennies dans le domaine social, économique et des ressources humaines ont commencé à faire sentir leurs effets. Le taux d'emploi a fortement augmenté en même temps que le produit intérieur et depuis 2020 la prospérité est quasi généralisée à l'ensemble du pays. Les budgets publics restaurés ont progressivement permis d'améliorer le système de santé et de sécurité sociale, et depuis quelques années celui-ci constitue un véritable ascenseur social pour les moins favorisés.

Des efforts conséquents non seulement en termes de moyens matériels mais aussi en termes de méthodes pédagogiques, ont été consentis dans l'enseignement primaire afin de doter les élèves des compétences essentielles leur permettant d'affronter les défis des années à venir. L'enseignement secondaire a été adapté non seulement en tenant compte d'une cohérence avec

l'enseignement supérieur mais aussi, pour ce qui concerne le technique et le professionnel, en recherchant la coopération avec les besoins des entreprises. Le métier d'enseignant est revalorisé et rémunéré à sa juste valeur. Les contacts enseignants–entreprises sont favorisés et les professionnels du monde des entreprises interviennent de plus en plus dans l'enseignement technique et professionnel. Cela stimule l'effort d'apprentissage et l'envie de réussir. L'école n'est plus déconnectée de la réalité professionnelle. Parallèlement, un Centre National des Arts et Métiers est créé pour recevoir ceux qui n'ont pas été scolarisés et former aussi les travailleurs du secteur privé. En 2030, le capital humain ivoirien est bien formé, en meilleur état de santé et son employabilité est optimale. Le jeune diplômé peut affronter avec sérénité tous les défis de la mondialisation dans tous les domaines d'activités. Depuis le début de la décennie 2020-2030, le système d'éducation et de formation technique et professionnelle bénéficie d'une très bonne réputation et la fréquentation de celui-ci aussi par des étudiants étrangers est en augmentation constante à partir de 2030.

5. CONCLUSION

L'objectif de ce travail était double. Il s'agissait premièrement de faire une analyse rétrospective des indicateurs sociaux en Côte afin d'évaluer l'ampleur des inégalités et de la dégradation des conditions de vie sociales des populations. Deuxièmement l'étude cherchait à explorer les futurs possibles de la dynamique sociale sur l'horizon 2030.

L'analyse rétrospective des indicateurs sociaux en évidence des clivages sociaux et des disparités flagrantes entre les régions. Ces inégalités sont des facteurs d'affaiblissement de la cohésion nationale et constituent à long terme une menace pour l'équilibre socio-économique et politique du pays. La dégradation des conditions de vie est le résultat de la combinaison de plusieurs facteurs dont les plus importants sont le manque de croissance économique soutenue et la forte croissance démographique tirée par l'immigration étrangère. Ce diagnostic montre qu'il reste beaucoup à faire en matière d'accès aux services sociaux de base. En particulier, le pays devra augmenter le niveau des investissements sociaux tout en améliorant l'efficacité. Ces investissements seront incontestablement nécessaires pour assurer une offre suffisante d'infrastructures économiques et sociales afin de réduire les disparités entre régions et entre classes sociales. Toutefois de tels efforts ne pourront vraiment porter les résultats escomptés que s'ils sont accompagnés d'une politique de population et d'immigration visant à maîtriser la croissance démographique.

Pour esquisser des projections d'images de la société ivoirienne, l'étude a utilisé la méthode des scénarios. Pour identifier les problèmes et enjeux du futur, il a été indispensable de considérer quelques incertitudes critiques de la réalité sociopolitique actuelle. Au total, l'étude identifie cinq composantes majeures qui pourraient influencer sur l'équité, la cohésion sociale et la dynamique sociale des vingt prochaines années. Il s'agit de l'évolution du processus électoral et démocratique, la politique d'intégration, le capital humain, la situation économique et l'emploi. En privilégiant certaines combinaisons d'hypothèses sur l'évolution possible de ces variables, l'étude retient quatre scénarios pour illustrer le spectre des futurs possibles de la dynamique sociale ivoirienne à l'horizon 2030. L'Horizon temporel choisi est conditionné par les changements déjà engagés ; c'est à cet horizon que l'on doit s'efforcer d'imaginer l'articulation entre les actions à mener dès à présent et les futurs associés. Chacun des quatre scénarios décrit une voie différente, mais plausible, dans laquelle la dynamique sociale pourrait s'engager dans les années à venir. Dans le scénario « turbulences, la Côte d'Ivoire sans cohésion » prévalent les enjeux électoraux. La multiplication des blocages politiques, amplifiée par la question de l'intégration des immigrés, conduit à une crise sociopolitique profonde. Ce scénario dessine une image pessimiste de la Côte d'Ivoire à l'horizon 2030. Il pose avec acuité la question de

l'immigration dans un contexte d'intégration sous régionale. Le scénario « Tous pour la cohésion » se caractérise par la priorité accordée à la paix et à la cohésion sociale. S'il paraît moins catastrophique que le premier, il le rejoint sur certains aspects. Malgré le consensus les conditions de vie et les indicateurs sociaux ne s'améliorent pas du fait de la croissance démographique. Le scénario « la fin des orages, l'étalon au galop » annonce définitivement la fin des crises et des déluges ; le galop rythme la reprise du système et la renaissance du pays. Ce scénario dépeint le portrait d'une société en croissance économique et dont l'état de santé et le niveau d'éducation de sa population se sont améliorés. Toutefois, le capital humain est confronté à un problème d'employabilité dans un contexte de mondialisation. Le scénario « l'éléphant d'Afrique en marche » se situe à l'opposé du premier scénario. C'est le scénario de la chevauchée de la Côte d'Ivoire pour une croissance harmonieuse et un rayonnement social et intellectuel. Dans ce scénario, la classe dirigeante inscrit la recherche des solutions aux problèmes sociaux du pays dans un contexte d'intégration. Le développement du capital humain, dans sa composante « employabilité », résultant de la formation et de la compétence, mais aussi dans sa capacité à développer des attitudes et comportements résolument ouverts sur l'extérieur, constitue l'élément stratégique pour répondre aux problèmes sociodémographiques et aux enjeux liés au système productif. Dans ce scénario, l'ivoirien des années 2030 montre le visage d'un citoyen épanoui et enrichi socialement, intellectuellement et culturellement.

Les quatre scénarios esquissés ont une vertu exploratoire et se veulent avant tout une incitation à la réflexion prospective, ils ne prétendent donc pas couvrir tout le champ des futurs possibles. En outre, aucun d'entre eux n'a vocation à préfigurer exactement ce que sera l'avenir de la Côte d'Ivoire en 2030. Tout dépendra des décisions et des actions adoptées par les acteurs politiques compte tenu bien entendu de certaines opportunités et contraintes de l'environnement extérieur. Au demeurant, leurs probabilités d'occurrence sont évidemment inégales. Ces futurs possibles de notre société, ces futuribles, ont pour vocation de susciter une prise de conscience collective des enjeux sociaux auxquels nous risquons d'être confrontés à long terme. Par rapport à ceux-ci il sera indispensable d'adopter très rapidement des attitudes et des comportements cohérents et adéquats. Les dirigeants ivoiriens devront certes affronter pendant longtemps encore les questions démographiques, mais les conséquences sociales et économiques dépendront des choix et orientations politiques opérés aujourd'hui. La mise en pratique des leçons tirées de ces dix dernières années d'instabilité sociopolitique aura une influence considérable sur l'avenir du pays. Le scénario de l'éléphant en marche suggère des éléments de politiques pour échapper à l'image pessimiste que présente le scénario des turbulences.

Références bibliographiques

- Ainsworth, M., Beegle, K. et Nyamete, A. (1996), "The impact of women's schooling on fertility and contraceptive use: a study of fourteen sub-Saharan African countries", *The World Bank Economic Review*, 10(1), p. 85-122.
- Banque Mondiale (1994), Une Infrastructure pour le développement, *Rapport sur le développement dans le monde*, Washington D.C.
- Banque Mondiale (2007), *World Development Indicators*, CD-ROM.
- Barro, R.J. (1990), "Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth", *Journal of Political Economy*, Vol.98, N°5, pp. 103-125, Octobre.
- Bourbonnais, R. et Terraza, M. (1998), *Analyse des séries temporelles en économie*, PUF, Paris.

- Bureau National de la Prospective (2008), *Les Conditions du Développement Durable de la Côte d'Ivoire*, Rapport d'étude, Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement, République de Côte d'Ivoire.
- Ekanza, S-P. (2007) *Bilan-diagnostic de la rétrospective de la société ivoirienne*, Etude réalisée pour le compte du Bureau National de la Prospective, Côte d'Ivoire.
- Fassassi, R., Lasme, E. Mosso R. A. et N'Douba, P. G. (2007), *Rétrospective du secteur démographie*, Etude réalisée pour le compte du Bureau National de la Prospective.
- Filmer, D. et Pritchett, L. (1999), "The impact of public spending on health: does money matter?" *Social Science and Medicine* 49 (1), p. 1309–1323.
- Futurs Africains (2001), *Un guide pour les réflexions prospectives en Afrique*, Karthala et Futuribles
- Glewwe, P. (1997), "How does schooling of mothers improve child health?", Living Standards Measurement Study, 128, World Bank: Washington DC.
- Godet M. (1997), *Manuel de Prospective Stratégique*, Dunod, Paris.
- Godet, M. (2004), "La Boite à outils de la prospective stratégique", *Cahiers du LIPSOR*, n°5, 5^{ième} édition.
- Godet, M. (2007), "Prospective Stratégiques, Problèmes et méthodes", *Cahiers du LIPSOR*, n°20, 2^{ième} édition.
- Gupta, S., Verhoeven, M. et Tiongson, T. (1999), *Does higher government spending buy better results in education and health care?* Working Paper 99/21. International Monetary Fund, Washington, DC.
- Institut National de la Statistique (2003), *Profil de pauvreté en Côte d'Ivoire en 2002*, Côte d'Ivoire, Abidjan, Juin 2003.
- Institut National de la Statistique (2008), *Enquête sur le Niveau de Vie des Ménages 2008*, Rapport provisoire, Côte d'Ivoire, Abidjan, Octobre 2008.
- Jamison, D. et Leslie, J. (1990), "Health and nutrition considerations in education planning: the cost effectiveness of school-based interventions", *Food and Nutrition Bulletin*, 12, p. 204-214.
- Johansen, S. (1988), "Statistical Analysis of Cointegration Vectors", *Journal of Economic Dynamics and Control*, 12, pp. 231-254.
- Kaufmann, D., Kraay, A. et Zoido-Lobaton, P., (1999), *Governance matters*. World Bank, Development Economics Research Group, Washington, D.C.
- Lardic, S. et Mignon, V. (2002), *Econométrie des séries temporelles macroéconomiques et financières*, Economica.

- Lee, R.D. (1998), "Probabilistic Approaches to Population Forecasting", *Population and Development Review*, 24, suppl., p. 156-190.
- Lucas, R. E. (1988), "On the Mechanics of Economic Development", *Journal of Monetary Economics*, 21, p. 3-32.
- Mackinnon, J. (1995), "*Health as an informational good: the determinants of child nutrition and mortality during political and economic recovery in Uganda*" Centre for the Study of African Economies Working Paper, 95-9, Oxford: University of Oxford.
- Ouattara (2002), *Profil de pauvreté en Côte d'Ivoire en 1998*, Institut National de la Statistique (INS), Abidjan, mars 2002.
- PNUD (1997 à 2006), *Rapport Mondial sur le Développement Humain*, Economica, Paris.
- Rajkumar, A.S. et Swaroop, V. (2008), "Public spending and outcomes: Does governance matter?", *Journal of Development Economics* 86, p. 96–111.
- République de Côte d'Ivoire : *Tableaux de Bord Social 2001, Tome 1 : Analyses Thématiques*, Ministère du Plan et du Développement, Avril 2003.
- République de Côte d'Ivoire : *Tableaux de Bord Social 2001, Tome II: Annexes Statistiques*, Ministère du Plan et du Développement, Avril 2003.
- République de Côte d'Ivoire : *Tableaux de Bord Social 2003, Tome 1 : Analyses Thématiques*, Ministère du Plan et du Développement, Septembre 2004.
- Toda, H. Y. et Phillips, P.C.B. (1993), "Vector Autoregressions and Causality", *Econometrica*, 61 (6), p.1367-1393.